

UNION BURUNDAISE DES JOURNALISTES



Rapport sur le Covid-19 au Burundi

Rapport de Mars 2021

07/04/2021

1. Introduction

La période n'a pas fait exception par rapport à la morosité qui caractérise ces derniers mois. Comme au mois précédent, le gouvernement a effectué une seule communication : le bilan de toute la période Covid-19 depuis l'apparition du 1^{er} cas au Burundi en mars 2020. La sortie a encore fait ressentir l'éternel déni des autorités burundaises, cette fois-ci sur la vaccination. Quant aux statistiques, le Comité en charge du Covid-19 a livré les chiffres généraux, alors que le ministère de la Santé n'a publié qu'un tableau lui aussi présentant les chiffres généraux de la pandémie. Mais le pire est arrivé avec la fermeture des trois médias en exil, les radios Inzamba et RPA et la télévision Renaissance, seules sources locales d'une information crédible sur le sujet pour le public burundais.

2. Un bilan qui ne convainc toujours pas, par des auteurs pas convaincus

Après un peu plus d'un mois et demi de silence, le gouvernement, par le biais du Comité national Covid-19 a communiqué le bilan général de la pandémie le 22 mars. Ainsi, depuis l'apparition du premier cas en mars 2020, 6 personnes sont décédées et 192 sont sous traitement sur un total de 2618 cas testés positifs au coronavirus.

Un bilan qui ne convainc personne et surtout les professionnels de santé qui sont en première ligne. Certains médecins rétorquent en effet qu'il s'agit tout simplement d'affabulations. *« Des centaines de malades et des dizaines de morts passent dans l'anonymat. Nous sommes souvent débordés des patients atteints de Covid-19 et nous sommes obligés, bien malgré nous, de les renvoyer chez eux où nombre d'entre eux ne survivent pas »*, avoue l'un d'eux, sous anonymat.

Depuis le début de la pandémie, les statistiques servies par le gouvernement ont toujours été contestée par l'opinion, dont des témoins, comme certaines organisations internationales. C'est le cas de Caritas, qui avait déclaré, au plus fort

de la première vague à travers le monde, avoir répertorié au moins une dizaine de décès liés au coronavirus.

Les mesures mises en place pour limiter la propagation du coronavirus ne sont pas non plus suivies car les responsables ne prêchent pas par l'exemple.

Le ministre de la Santé et vice-président du Comité national Covid-19 Thaddée Ndikumana, a appelé les Burundais à se protéger contre la propagation du virus, notamment en portant le masque. Mais certains observateurs se posent la question de savoir comment ce Comité peut convaincre le public quand il ne montre pas lui-même le bon exemple. « *Mais aucun d'eux ne porte de masque, et ils nous disent d'en porter* », s'exclame ainsi un téléspectateur de la RTNB, la Radiotélévision nationale du Burundi, qui suivait un reportage sur la réunion du Comité sur son petit écran.

3. Un protocole inhabituel

Alors que partout ailleurs les cas contacts sont tracés pour éviter les contaminations, des témoignages recueillis dans la ville de Bujumbura font état des personnes qui se présentent aux centres de dépistage mais qui sont renvoyées chez elles pour attendre l'apparition des premiers signes de la maladie. « *Les agents de prélèvement nous ont dit d'aller attendre sagement chez nous pendant 14 jours* ».

Selon certains professionnels de santé, ce refus de tester systématiquement les personnes ayant été en contact avec les personnes testées positives au covid 19 risquent de créer de nouveaux foyers de contamination internes.

Des interrogations subsistent donc sur les raisons qui ont poussé le ministère de la santé à adopter ce protocole qui risque d'augmenter les contaminations.

4. « Le Burundi n'a pas besoin de vaccin », la redite

Le 22 mars, le même ministre de la santé a persisté et signé. Thaddée Ndikumana a encore déclaré : « *Au Burundi, il n’y a pas d’urgence vu l’évolution de la pandémie* », répétant ainsi ce qu’il avait dit début février. Il a expliqué que « *les vaccins qui sont introduits dans le monde sont dans un essai de vaccination d’urgence* » et que « *le Burundi n’en est pas encore là* ». Le 5 février, il avait déclaré la même chose. Mais cette fois, il a ajouté une nouveauté : le test rapide qui, selon lui, est disponible dans tout le pays. « *C’est ce qui explique la baisse des cas testés positifs dans le pays, car on est vite traité et guéri* », a-t-il expliqué.

Mais la prétendue réduction du nombre de cas pourrait avoir une toute autre raison. Au cours de ce mois de mars, certains grands centres de dépistage n’ont pas fonctionné à plein temps. Les centres de dépistage de l’ETS Kamenge au nord de Bujumbura et celui de Kanyosha au sud de la capitale économique ont été fermés suite aux pluies qui ont détruit les infrastructures. Les patients étaient donc tous dirigés vers le centre *Au Bon Accueil* à Bwiza. Mais, selon un témoin : « *L’endroit n’a pas les capacités d’accueillir toutes les personnes désireuses de se faire dépister en raison d’un personnel et d’une logistique très limités* ».

Pour rappel, le discours de déni des autorités burundaises a valu au Burundi, tout comme à son voisin la Tanzanie, d’être retiré de la liste des pays bénéficiaires de vaccins dans le cadre du programme mondial COVAX, mis en place par l’ONU pour assurer l’accès équitable aux vaccins en faveur des pays aux ressources limitées.

5. Publication des statistiques

Si le mois de février s’est caractérisé par une disette totale, mars a été quelque peu mieux fourni, d’abord avec un tableau, l’unique, publié au 21 mars (voir ci-dessous), et par les chiffres globaux communiqués par le comité national en charge de la pandémie le lendemain et qui étayent ceux du tableau. En fait, l’on peut même considérer qu’il n’y a pratiquement eu qu’une et seule publication, les chiffres des deux ne présentant aucune différence.

| MSPLS AMAKURU YA KORONA/MISE A JOUR SUR COVID-19/UPDATE ON COVID-19 | | BURUNDI |
|--|--------|---------|
| 21-03-2021 | | |
| Total de personnes testées depuis le début de la pandémie | 170739 | |
| Personnes testées pendant la 2ème Campagne | 79339 | |
| Abanduye mw'isekeza rya kabiri / Cas de la 2ème campagne | 1572 | |
| Abakize mw'isekeza rya kabiri / Guéri pendant la 2ème campagne | 1376 | |
| Abakirwaye bose / Cas actifs / Active cases | 192 | |
| Uwitavyimana mw'isekeza rya kabiri | 4 | |
| Abitavyimana kuva ikiza gitanguye / Total Décédés | 6 | |

Covid-19 – Situation épidémiologique

6. Mise à niveau des journalistes sur les questions liées au Covid-19

Le 19 mars, près de 40 journalistes burundais ont participé à cette session de mise à niveau sur la pandémie du Covid-19. Le groupe était composé paritairement de journalistes en exil et de journalistes œuvrant au Burundi. La séance par visioconférence, organisée par l'Union Burundaise des Journalistes, UBJ, était animée par Gabriel Baglo, consultant indépendant, ancien directeur du bureau Afrique de la Fédération Internationale des Journalistes (FIJ). La formation de deux heures était axée sur les défis de la couverture et du traitement de l'information liée à la pandémie du coronavirus qui mine présentement le monde. La maîtrise du sujet est d'autant plus importante que le contexte actuel se caractérise par trop d'informations, le public éprouvant du mal à distinguer le vrai du faux. Ce fut une opportunité d'échanger sur les voies et moyens pour surmonter les multiples obstacles – dont l'absence des sources officielles, ou encore la désinformation par ces-dernières – pour informer, un tant soit peu, l'opinion.

7. Interruption des programmes des médias en exil

Il s'agit des radios Inzamba, RPA et de la télévision Renaissance et la décision est tombée le 23 mars 2021 d'interrompre leurs programmes. Une décision des autorités rwandaises suite aux pourparlers de rapprochement entre le Rwanda et le Burundi. La suspension de ces médias sonne comme absence des seules sources d'une information critique sur la pandémie. C'est un secret de polichinelle, les trois médias constituaient, pour le public burundais, l'unique source d'une information crédible sur le Covid-19. Ils étaient les seuls médias capables de rapporter des nouvelles sur la question sous un regard critique, afin de permettre une amélioration de la situation. Leur suspension a donc signifié couper l'audience burundaise des informations dont elle avait tant besoin pour : premièrement s'informer de l'état des lieux du sujet et, deuxièmement apprendre les bonnes attitudes à adopter pour mieux se préserver contre la pandémie, étant donné le discours de déni des autorités burundaises.

8. Conclusion

Le temps passe et rien ne change, ou peu, sous les cieux burundais. Le gouvernement reste sourd aux différents appels pour une prise de conscience du vrai danger que constitue le Covid-19 pour la population. Certes les autorités ont livré le bilan global de la pandémie dans le pays, mais celui-ci est toujours contesté par les experts de la santé et même d'une opinion longtemps désabusée. Par ailleurs, la rareté, voire l'absence des statistiques régulières depuis des mois ne permet pas une analyse objective et comparative afin de connaître l'évolution de la pandémie. Et, pour enfoncer le clou, les trois médias en exil qui fournissaient les seules informations crédibles, ont été contraints d'interrompre leurs programmes.